

Instrumentalisée, Amnesty se fâche



C. Ebaser



O. Meylan



L. Crottet



DR

Jean-Jacques Schilt, Mariela Muri-Guirales, Jean Christophe Schwaab et Pierre Zwahlen, entre autres, ont utilisé Amnesty.

VAUD. Pour apporter une touche de prestige à leur CV, certains candidats de gauche aux élections vaudoises n'ont pas hésité à associer leur nom à celui d'Amnesty. Leur démarche, en pleine campagne, rend l'organisation folle de rage. Attachée à son indépendance, l'ONG apprécie peu d'être récupérée par des politiciens à des fins électorales, des socialistes en l'occurrence, elle qui tente de surmonter les divages politiques pour

mener son action. Elle attend ainsi de ses membres une certaine discrétion. «Nous sommes agacés», lâche Daniel Bolomey, secrétaire général de la section suisse d'Amnesty International. Nous essayons d'informer, de dire que c'est contre-productif, mais cela arrive assez souvent en période d'élections.» Plusieurs candidats se sont donc passés de toute demande préalable, qui leur aurait été de toute façon refusée. Parmi les

indélicats, on trouve par exemple l'ancien municipal lausannois Jean-Jacques Schilt, le député Pierre Zwahlen, le syndicaliste Jean Christophe Schwaab ou la parlementaire Mariela Muri-Guirales, par ailleurs membres très peu impliqués d'Amnesty.

Anne Papilloud, candidate d'A gauche toute, elle, a fait preuve de plus de tact. «J'ai demandé, c'était la moindre des choses», estime-t-elle. Elle s'est ensuite pliée au refus

de l'ONG. Pourtant vieux routier de la politique, Jean-Jacques Schilt assure ne pas se souvenir de mises en garde d'Amnesty. De son côté, Pierre Zwahlen, dit qu'il «ne le fera plus». Préoccupée par cette récupération, Amnesty n'a toutefois pas contacté les partis, affirmant que cette démarche aurait été «trop compliquée» à mettre en œuvre. Elle promet d'être plus vigilante lors des élections fédérales de cet automne.

Nicolas Zeitoun